

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2008 — 2242

[2008/202422]

19 JUNI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een Sociale Dienst voor de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme, inzonderheid op de artikelen 53 en 68;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari tot oprichting van een Sociale Dienst voor de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 november 2007;

Gelet op protocol nr. 503 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 17 januari 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 44.105/4, gegeven op 5 maart 2008, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 januari 1991 tot oprichting van een Sociale Dienst voor de Diensten van de Waalse Gewestexecutieve wordt aangevuld als volgt :

“17^o het Commissariat général au Tourisme (Commissariaat-generaal voor Toerisme).”

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2008.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Toerisme zijn belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 19 juni 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2243

[2008/202426]

19 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant certaines dispositions d'exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, en particulier les articles 6, modifié par le décret du 20 juillet 2005, 7, 11, 14, 15, et 68;

Vu le décret du 20 juillet 2005 relatif aux subventions pour la promotion touristique, en particulier l'article 53;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 10 janvier 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 29 novembre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2007;

Vu le protocole n^o 500 du Comité de secteur n^o XVI, établi le 17 janvier 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 44.102/4, donné le 5 mars 2008, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme;

2^o Ministre : le membre du Gouvernement qui a le tourisme dans ses attributions;

3^o la Division : la Division Commissariat général au Tourisme de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

4^o membre du personnel : le stagiaire, l'agent ou la personne engagée par contrat de travail et affectés au cadre fonctionnel de la Division Commissariat général au Tourisme; n'est pas visée la personne bénéficiant d'un contrat de remplacement;

5^o Commissaire général au Tourisme : le fonctionnaire dirigeant du Commissariat général au Tourisme.

Art. 3. Le Commissaire général au Tourisme est compétent pour arrêter le cahier général des charges, choisir le mode de passation de marché public, engager la procédure, sélectionner les candidats et attribuer le marché ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des services relevant de son autorité, toutes les dépenses imputables sur les allocations du Commissariat général au Tourisme jusqu'à concurrence d'un montant de 31.000 euros (trente et un mille euros), taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 4. Le Commissaire général au Tourisme représente le Commissariat général au Tourisme à l'égard des tiers et en justice dans les actions judiciaires exercées comme défendeur ou comme demandeur dans les actions introduites à son initiative ou à la demande du Ministre.

Art. 5. Délégation est donnée au Commissaire général au Tourisme pour :

1° prendre les décisions relatives aux congés annuels de vacances, aux congés exceptionnels et de circonstances, aux congés parentaux, aux congés impérieux d'ordre familial, aux mises en disponibilité pour convenances personnelles, aux congés pour interruption de la carrière professionnelle, au régime de travail partiel, aux absences pour convenances personnelles, à la semaine volontaire de quatre jours, aux départs anticipés à mi-temps et aux congés de citoyenneté;

2° prendre les décisions en matière d'accidents de travail;

3° prendre les décisions en matière de congés de maladie, à l'exception des suites à donner aux décisions d'incapacité physique prise par le Service de santé administratif;

4° signer les contrats de travail du personnel non statutaire en exécution des décisions du Ministre;

5° prendre les décisions relatives à l'affectation des membres du personnel, après accord du Ministre en ce qui concerne le personnel de niveau 1;

6° prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement pour motif grave du personnel non statutaire. Le Commissaire général au Tourisme informe, dans les plus brefs délais, le Ministre de ces décisions;

7° prendre les décisions relatives à la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 ainsi que pour recevoir les prestations de serment de ces agents;

8° fixer et payer le traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement, l'allocation pour exercice de fonctions supérieures et le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Art. 6. Outre les personnes mentionnées à l'article 7, alinéa 2, du décret, le comité d'orientation est composé des personnes suivantes :

1° le commissaire général adjoint;

2° les directeurs du Commissariat général au Tourisme;

3° le directeur général de l'Office de Promotion du Tourisme;

4° le délégué du Ministre.

Le Commissaire général au Tourisme préside le comité d'orientation.

Le Comité d'orientation peut inviter les experts qu'il juge utiles à l'examen des questions qui lui sont soumises.

Art. 7. Le Commissaire général au Tourisme soumet au Ministre l'avant-projet de budget au plus tard le 1^{er} septembre de l'année qui précède l'année concernée.

Art. 8. L'arrêté royal du 7 avril 1954 portant règlement général sur le budget et la comptabilité des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 est applicable au Commissariat général au Tourisme.

Art. 9. Trimestriellement, une situation budgétaire complète tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses est transmise au Ministre et au Ministre du Budget dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période concernée.

Art. 10. La tenue de la comptabilité des engagements du Commissariat général au Tourisme est régie par :

1° les articles 48 à 51 et 54 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991. Il y a lieu d'entendre par le Roi le Ministre;

2° l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration générale de l'Etat, à l'exception de l'article 1^{er}, 2^o, C, de l'article 5, § 1^{er}, 3^o, et des articles 6 et 8.

Art. 11. Les propositions suivantes, qu'elles fassent ou non l'objet de délégations en vertu de l'article 5, sont soumises à l'avis préalable de l'Inspection des Finances, qui dispose d'un délai de dix jours ouvrables, à dater de la réception du dossier complet :

a. les propositions visées aux articles 3, 5 et 12, § 2 et § 3, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et qui concernent :

1° le budget;

2° les transferts et les dépassements des crédits non limitatifs;

b. les propositions qui concernent le cadre et le statut du personnel;

c. les propositions qui concernent l'engagement des contractuels;

d. toutes autres propositions qui, en vertu des lois, décrets et règlements généraux ou particuliers applicables au Commissariat général au Tourisme, requièrent l'intervention, selon le cas, du Gouvernement wallon, du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction publique, notamment :

1° les propositions du Commissariat général au Tourisme concernant les projets de décrets en préparation, les amendements à ces projets de décrets, les projets d'arrêtés du Gouvernement, d'arrêtés ministériels ou de décisions dont l'application peut influencer les recettes ou les dépenses du Commissariat;

2° le recrutement d'agents statutaires;

3° l'octroi de fonctions supérieures;

4° la conclusion de marchés publics, dépassant les minima indiqués à l'article 17, b, du présent arrêté et ce, à chaque étape de la procédure, c'est-à-dire :

— préalablement au lancement de l'appel à la concurrence ou demandes d'offres;

— à l'occasion de la proposition de décision de l'attribution du marché;

5° la conclusion de conventions ou d'accords de collaboration;

e. les propositions d'octroi de subventions, d'allocations, d'indemnités ou de primes qui sont accordées en application de décrets ou arrêtés ou de règlements qui n'en prévoient pas les conditions d'octroi et de taux de façon précise;

f. les conventions de prêt et d'octroi de garantie.

Le délai visé à l'alinéa premier peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances.

Art. 12. En matière de dépenses, sont toutefois dispensées de l'avis préalable de l'Inspection des Finances les propositions relatives :

a. aux projets de règlement ou de convention comportant des dispositions dont l'influence financière estimée sur le budget du Commissariat général au tourisme n'excède pas 62.000 euros, sur base annuelle;

b. aux marchés publics pour des entreprises de travaux, de fournitures et de services, pour autant que la dépense n'excède pas les montants suivants :

	Adjudication publique ou appel d'offre général	Adjudication restreinte ou appel d'offre restreint	Procédure négociée et marché de gré à gré
Travaux	250.000 euros	125.000 euros	62.000 euros
Fournitures	200.000 euros	125.000 euros	31.000 euros
Services	125.000 euros	62.000 euros	31.000 euros

La notification des marchés supérieurs à 5.500 euros sera communiquée mensuellement à l'Inspection des Finances.

L'avis préalable de l'Inspection des Finances est cependant demandé après l'attribution du marché, pour les décomptes ou avenants qui dépassent 10 % du marché initial (avec un minimum de 7.450 euros), les décomptes se rapportant à un même marché devant être cumulés, le cas échéant.

En matière de recettes, ne doivent pas être soumises à l'avis préalable de l'Inspection des Finances les propositions relatives aux tarifs ou indemnités pour prestations qui ne relèvent pas de règles organiques mais sont traduites sous forme de conventions de toutes natures susceptibles de générer des recettes en faveur du Commissariat général au Tourisme pour un montant inférieur à 31.000 euros, sur base annuelle.

Art. 13. Lorsque le Ministre du Tourisme ne peut se rallier à l'avis de l'Inspection des Finances, il soumet la proposition au Gouvernement.

Art. 14. Dans les cas qu'elle justifie, l'Inspection des Finances peut à tout moment demander l'accès à toute information relative aux recettes ou dépenses du Commissariat général au Tourisme. Aucune instruction ne peut limiter ou annuler ce droit d'investigation.

Art. 15. Le Commissariat général au Tourisme présente au Gouvernement wallon le protocole d'accord visé à l'article 15, § 3, alinéa 2, du décret, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté, le titre II et les articles 52, 53, 54, 55, 1^o, 55, 3^o, et 67 du décret, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2008.

Art. 17. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2243

[2008/202426]

19 JUNI 2008. — Besluit van de Waalse Regering houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme, inzonderheid op de artikelen 6, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, 7, 11, 14, 15 en 68;

Gelet op het decreet van 20 juli 2005 betreffende de subsidies voor de bevordering van het toerisme, inzonderheid op artikel 53;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Toerisme, gegeven op 10 januari 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 november 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 november 2007;

Gelet op protocol nr. 500 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 17 januari 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 44.102/4, gegeven op 5 maart 2008, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1^o decreet : het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme;

2^o Minister : het lid van de Regering tot wiens bevoegdheden het toerisme behoort;

3^o de Afdeling : de Afdeling Commissariaat-generaal voor Toerisme van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° personeelslid : de stagiair, het lid of de persoon in dienst genomen via arbeidsovereenkomst en aangewezen op het functionele kader van de Afdeling Commissariaat-generaal voor Toerisme; de persoon met een vervangings-overeenkomst komt niet in aanmerking;

5° commissaris-generaal voor toerisme : de leidend ambtenaar van het Commissariaat-generaal voor toerisme.

Art. 3. De Commissaris-generaal voor Toerisme is bevoegd voor de vaststelling van het algemeen bestek, de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten, de inleiding van de procedure, de selectie van de kandidaten en de toewijzing van de opdracht, evenals voor de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnanciering, binnen het kader van de activiteiten van de diensten die onder zijn gezag staan, van alle uitgaven die aangerekend kunnen worden op de allocaties van het Commissariaat-generaal voor Toerisme tot een bedrag van 31.000 euro (eenendertigduizend euro), belasting op de toegevoegde waarde niet meegerekend.

Art. 4. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt door de Commissaris-generaal voor Toerisme vertegenwoordigd tegenover derden en in rechte in de rechtsvorderingen die als verweerder en als eiser gevoerd worden in de vorderingen die hij op eigen initiatief of op verzoek van de Minister instelt.

Art. 5. Machtiging wordt verleend aan de Commissaris-generaal voor Toerisme om :

1° de beslissingen te treffen in verband met het jaarlijks vakantieverlof, de uitzonderlijke en de omstandigheidsverloven, de ouderschapsverloven, de dwingende verloven om familiale redenen, de indisponibiliteitsstellingen om persoonlijke redenen, de verloven voor loopbaanonderbreking, de deeltijdse arbeidsregeling, de afwezigheden om persoonlijke redenen, de vrijwillige vierdagenwerkweek, de halftijdse vervroegde uittredingen en de burgerschapsverloven;

2° de beslissingen te treffen in verband met beroepsongevallen;

3° de beslissingen te treffen in verband met ziekteverloven, behalve de gevolgen van de beslissingen inzake lichamelijke ongeschiktheid getroffen door de Administratieve gezondheidsdienst;

4° de arbeidsovereenkomsten van het niet-statutaire personeel te ondertekenen ter uitvoering van de beslissingen van de Minister;

5° de beslissingen in verband met de affectatie van de personeelsleden na instemming van de Minister voor wat betreft het personeel van niveau 1;

6° overeenkomstig artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst de beslissingen te treffen in verband met het ontslag om ernstige redenen van het niet-statutaire personeel. Over die beslissingen licht de Commissaris-generaal voor Toerisme zo spoedig mogelijk de Minister in;

7° de beslissingen te treffen in verband met de benoeming in vast dienstverband van de personeelsleden van niveau 2+, 2, 3 en 4 en om die personeelsleden te beëdigen

8° de wedde van de personeelsleden vast te leggen en te betalen, met inbegrip van het weddevoorschot, de toelage voor de uitoefening van de hogere functies en de betaling van buitengewone prestaties.

Art. 6. Naast de personen waarvan sprake in artikel 7, lid 2, van het decreet bestaat het beleidscomité uit volgende personen :

1° de adjunct-commissaris-generaal;

2° de directeurs van het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

3° de directeur-generaal van de "Office de promotion du tourisme" (Dienst voor de bevordering van het toerisme);

4° de afgevaardigde van de Minister.

De Commissaris-generaal voor Toerisme zit het beleidscomité voor.

Het beleidscomité kan de deskundigen uitnodigen die het nuttig acht bij de bespreking van aangelegenheden die het voorgelegd krijgt.

Art. 7. De Commissaris-generaal voor Toerisme legt de Minister het voorontwerp van begroting uiterlijk op 1 september voor van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken jaar.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 7 april 1954 houdende algemeen reglement op het budget en de boekhouding van de instellingen van openbaar nut is van toepassing op het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Art. 9. Elk kwartaal wordt een volledige stand van zaken over de begroting, zowel wat betreft de vastleggingen en de ordonnancieringen als de toestanden van de ontvangsten en de uitgaven, overgemaakt aan de Minister en aan de Minister van Begroting binnen een termijn van vijftien dagen na verstrijken van het betreffende tijdvak.

Art. 10. Het voeren van de boekhouding van de vastleggingen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt geregeld bij :

1° de artikelen 48 tot 51 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. Onder de Koning moet de Minister worden verstaan;

2° het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat, behoudens artikel 1, 2°, C, artikel 5, § 1, 3° en § 2, en de artikelen 6 en 8.

Art. 11. De volgende voorstellen, ongeacht of er machtigingen krachtens 5 voor bestaan of niet, worden voorafgaandelijk ter advies voorgelegd aan de Inspectie van Financiën, die over een termijn van tien werkdagen beschikt te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier :

a. de voorstellen waarvan sprake in de artikelen 3, 5 en 12, § 2 en § 3, van de wet van 16 maart 1954 houdende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en die betrekking hebben op :

1° de begroting;

2° de overdrachten en de overschrijdingen van niet-limitatieve kredieten;

b. de voorstellen die het kader en het statuut van het personeel betreffen;

c. de voorstellen die de indienstneming van contractuele personeelsleden betreffen;

d. alle andere voorstellen die krachtens de wetten, decreten en algemene of bijzondere regelgevingen, geldend voor het Commissariaat-generaal voor Toerisme, het optreden vereisen van, al naargelang, de Waalse Regering, de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken, meer bepaald :

1° de voorstellen van het Commissariaat-generaal voor Toerisme die de in voorbehandeling zijnde ontwerpen van decreten, de amendementen op die ontwerpen van decreten, de ontwerp-besluiten van de Regering, de ontwerpen van ministeriële besluiten of van beslissingen waarvan de toepassing gevolgen zou kunnen hebben voor de ontvangsten of de uitgaven van het Commissariaat;

- 2° de aanwerving van statutaire personeelsleden;
 3° de toekenning van hogere functies;
 4° het sluiten van overheidsopdrachten die de minima waarvan sprake in artikel 17, *b*, van dit besluit overschrijden, en dit in elk stadium van de procedure, namelijk :
 — voor de raadpleging van de mededinging of de offertenaanvraag;
 — naar aanleiding van het voorstellen tot beslissing tot toewijzing van de opdracht;
 5° het sluiten van overeenkomsten of samenwerkingsakkoorden;
 e. de voorstellen tot toekenning van subsidies, toelagen, vergoedingen of premies die verleend worden overeenkomstig decreten of besluiten of reglementen waarin de toekennings- en cijfervoorwaarden niet duidelijk aangegeven zijn;
 f. de leningsovereenkomsten en de overeenkomsten tot het verlenen van waarborg.

De termijn waarvan sprake in het eerste lid kan op twintig werkdagen gebracht worden op verzoek van de Inspectie van Financiën.

Art. 12. Inzake uitgaven wordt evenwel vrijstelling verleend van het voorafgaandelijk advies van de Inspectie van Financiën voor de voorstellen in verband met :

a. de ontwerpen van reglementen of overeenkomsten die bepalingen inhouden waarvan de geraamde geldelijke invloed op de begroting van het Commissariaat-generaal voor Toerisme het bedrag van 62.000 euro niet overschrijft op jaarbasis;

b. op de openbare opdrachten voor de ondernemingen van aanneming van werken, leveringen en diensten voor zover de uitgave volgende bedragen niet overschrijft :

	Openbare aanbesteding of algemene offertenaanvraag	Beperkte aanbesteding of beperkte offertenaanvraag	Onderhandelingsprocedure en onderhandse aanbesteding
Werken	250.000 euro	125.000 euro	62.000 euro
Leveringen	200.000 euro	125.000 euro	31.000 euro
Diensten	125.000 euro	62.000 euro	31.000 euro

De kennisgeving van opdrachten van meer dan 5.500 euro wordt maandelijks medegedeeld aan de Inspectie van Financiën.

Het voorafgaandelijk advies van de Inspectie van Financiën is evenwel vereist na de toewijzing van de opdracht, voor de afrekeningen of de aanhangsels die 10 % van de aanvankelijke opdracht overschrijden (met een minimum van 7.450 euro), waarbij de afrekeningen die betrekking hebben op eenzelfde opdracht, samengevoegd moeten worden, in voorkomend geval.

Wat de ontvangsten betreft, moeten de voorstellen betreffende de tarieven of vergoedingen voor prestaties die niet onder de organisatieregels vallen maar die de vorm aannemen van overeenkomsten van allerlei aard die ontvangsten zouden kunnen voortbrengen voor het Commissariaat-generaal voor Toerisme voor een bedrag lager dan 31.000 euro op jaarbasis niet onderworpen worden aan het voorafgaandelijk advies van de Inspectie van Financiën.

Art. 13. Wanneer de Minister van Toerisme het advies van de Inspectie van Financiën niet kan bijtreden, legt hij het voorstel aan de Regering voor.

Art. 14. In de gevallen die zij verantwoordt, kan de Inspectie van Financiën te allen tijde de toegang vragen tot elke informatie in verband met de ontvangsten of de uitgaven van het Commissariaat-generaal voor Toerisme. Dat recht van onderzoek kan door geen enkele andere instructie beperkt of opgeheven worden.

Art. 15. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme legt de Waalse Regering uiterlijk drie maanden na inwerkingtreding van dit besluit het protocol-akkoord voor waarvan sprake in artikel 15, § 3, lid 2, van het decreet.

Art. 16. Dit besluit, titel II en de artikelen 52, 53, 54, 55, 1°, 55, 3°, en 67 van het decreet, treden in werking op 1 juli 2008.

Art. 17. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2244

[2008/202423]

**19 JUIN 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant le cadre organique du personnel du Commissariat général au Tourisme**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 12 août 2003;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 fixant le cadre organique du personnel du Ministère de la Région wallonne;